



FAITS SAILLANTS DE LA RÉUNION DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

DÉCEMBRE 2020

Notre Conseil exécutif national s'est réuni en ligne du 8 au 10 décembre 2020. Voici les faits saillants de ses délibérations et décisions.

In memoriam

Le Conseil exécutif national (CEN) a observé une minute de silence pour souligner la perte de membres de la famille du SCFP : Jean Claude Diazenza, section locale 204 (accident du travail); Aurèle Poirier, section locale 4721 (accident du travail); Diane Vandervelde, section locale 3403; Traci Roy, section locale 2141; Monique Buote, section locale 4270; Robyn Crane, section locale 488; Ingrid Salt, section locale 1329; Richard Sangster, section locale 4184; Malcolm MacKay, section locale 1867; Judith Wegren, membre du personnel à la retraite; John Malthouse, membre du personnel à la retraite; Susan Barton, membre du personnel à la retraite; Richard Anderson, membre du personnel à la retraite; Joseph Arvay, avocat en droit constitutionnel.

Budget 2021

C'est une chance que la santé financière du SCFP soit demeurée bonne malgré la pandémie. Mais nos revenus ont néanmoins diminué en 2020. Nous prévoyons qu'ils seront inférieurs à ce qu'ils auraient dû être tout au long de 2021, puisque 50 000 membres du SCFP sont toujours mis à pied.

Pendant la pandémie, et dans la préparation du budget de 2021, le Conseil s'est engagé à trouver des économies dans les activités du syndicat, tout en faisant tout en son pouvoir pour maintenir les services sur lesquels comptent nos sections locales et nos membres. Des efforts seront faits pour réduire de manière importante les activités exigeant des déplacements et des rencontres en personne au cours de l'année qui vient. La réduction des déplacements aura l'avantage additionnel de nous permettre d'atteindre certains de nos objectifs environnementaux, puisque nous réduirons considérablement notre empreinte écologique.

Globalement, nos estimations quant aux effectifs et aux salaires pour 2021 montrent une chute des revenus de capitation de 3,1 millions de dollars, comparativement au budget de l'année précédente. La diminution projetée des revenus en 2020 est de 5,4 millions de dollars de plus que le budget de l'année précédente.

Lors de l'adoption du budget, nous avons simplifié l'administration des accords du Conseil exécutif national de 1991 et 1997 avec la division du Québec. Ces changements améliorent la transparence tout en laissant en place le même financement pour couvrir les services d'éducation fournis au Québec de façon autonome, pour la participation à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec et pour le coût de la location de bureaux et du personnel de soutien.

Congrès du travail du Canada (CTC)

Le président national a souligné l'importance du rôle du CTC dans la coordination des relations et des communications avec le gouvernement fédéral au nom de ses différents affiliés.

Malheureusement, la pertinence du Congrès n'a pas toujours été aussi évidente dernièrement. Le 30 octobre, le CTC a annoncé qu'il appuyait conjointement (avec la Chambre de commerce du Canada) la candidature de l'ancien ministre des Finances Bill Morneau au poste de secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Comme membres du Comité exécutif du CTC, nous avons été pour le moins étonnés d'apprendre cette décision, prise sans consultation ni avertissement.

Le mois dernier, à la demande du SCFP, les membres du Comité exécutif du CTC ont discuté de la question et affirmé clairement qu'ils n'appuyaient pas la candidature de M. Morneau à ce poste. Cette position a été communiquée au secrétariat du travail de l'OCDE.

L'initiative de la direction du CTC nous donne une raison de plus de travailler à changer la culture et le leadership du Congrès. Et nous aurons l'occasion de faire exactement cela à la prochaine Assemblée générale du CTC.

Bien que les détails exacts restent à déterminer, il a été confirmé que l'Assemblée aura lieu virtuellement en juin 2021 et toutes les sections locales du SCFP sont invitées à y participer. De plus amples renseignements seront transmis aux sections locales en janvier, une fois les dates et autres détails confirmés.

Soutien financier

Le Conseil exécutif national a approuvé 14 campagnes à frais partagés, pour un total de 1 840 138,47 \$, et 13 demandes de soutien juridique et d'arbitrage, pour un total de 770 582,05 \$.